

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 MARS 1919.

Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des Orphelins de la guerre (1)

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. de WOUTERS d'OPLINTER.

MESSIEURS,

Les infortunes de la guerre ont fait surgir de toute part de magnifiques dévouements. Avec une spontanéité particulièrement touchante, les mains se sont tendues vers ceux que l'héroïsme de leur père avait fait orphelins. L'effort a été considérable et fructueux.

Les enfants de nos soldats tombés au champ d'honneur, les enfants des victimes de l'oppression de l'ennemi sont devenus les enfants de la Nation. Le Gouvernement vous demande aujourd'hui de le mettre à même d'acquitter une dette sacrée. La Chambre n'hésitera pas à lui prêter son chaleureux concours.

Le projet qui vous est soumis n'a d'ailleurs d'autre but que de consolider, par la tutelle et la garantie de l'Etat, les œuvres de l'initiative privée centralisées déjà pendant la guerre sous l'égide du Comité National.

Trop souvent nos travaux sont sévères et arides. Pour cette fois, le cœur reprend ses droits. Votre Commission l'a senti, et c'est avec une réelle émotion qu'elle s'est acquittée de sa tâche.

*
* *

Il importait avant tout de fixer les caractères généraux de l'intervention

(1) Projet de loi n° 12.

(2) La Commission, présidée par M. CARTON DE WIART, était composée de MM. COCQ, DU BUS DE WARNAFFE, DE WOUTERS d'OPLINTER, GALOPIN, LÉONARD, PERSOONS, VAN DE VYVERE.

de l'État et d'indiquer l'esprit qui doit l'inspirer. Les membres de la Commission se sont trouvés unanimement d'accord pour demander que, dans l'éducation de l'enfant, le rôle de la famille resté prépondérant et que ses traditions religieuses et philosophiques soient scrupuleusement respectées. L'État doit assurer seulement l'aide et la surveillance nécessaires pour que l'orphelin ne souffre ni moralement ni matériellement de la perte de son soutien naturel.

Ce principe, qui doit se trouver à la base de toute l'œuvre légale, exclut naturellement la création de vastes orphelinats officiels, où les enfants seraient parqués à l'écart de leurs petits compagnons. Les enfants des victimes de la guerre doivent vivre au milieu de notre peuple, qui aura pour eux les délicatesses des âmes simples, facilement séduites par les héroïques souvenirs. C'est au foyer que l'État doit aller les chercher, c'est au foyer qu'il doit leur procurer l'aide et l'assistance maternelle à laquelle ils ont droit, assurer leur formation morale et guider leurs pas vers un avenir meilleur. Il serait funeste d'en faire, par une éducation spécialisée, des êtres à part.

Qu'ils deviennent tout simplement de bons petits Belges, vigoureux et honnêtes, avec, au cœur, le désir d'être dignes de leur père.

Sur ce principe, la Commission est, nous nous empressons de le dire, en concordance de vues complète avec l'œuvre créée par le Comité National. La reconnaissance, comme la saine raison, fait à l'institution officielle nouvelle un strict devoir de s'appuyer sur les œuvres qui ont été fondées et ont prospéré pendant la guerre. Elle trouvera parmi ces collaborateurs de la première heure des dévouements éclairés dont elle ne saurait se passer.

« *L'Œuvre des Orphelins de la guerre* », fondée par le Comité National, se place ici en vedette. Elle a pris, à peine née, un rapide essor. Toute préoccupation politique ou confessionnelle en a été soigneusement écartée.

Le président est M. Francqui, président du Comité exécutif du Comité National; les vice-présidents : le R. P. Thibaut, S. J., Provincial de la Compagnie de Jésus, et M. Wauters, Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement; le secrétaire général : M. Jaspar, Ministre des Affaires économiques.

Au Comité exécutif siègent des personnalités distinguées appartenant à tous les partis.

Au 31 décembre 1918, sa tutelle s'exerçait sur 41,293 enfants, dont 10,458 orphelins et 855 enfants privés momentanément de leur soutien.

Plus de la moitié des pupilles de l'œuvre — soit 5,732 — sont des enfants de civils victimes de la guerre.

500 enfants (soit 4.47 %) ont été placés dans différents établissements d'instruction.

427 enfants (soit 3.81 %) ont été placés en nourrice, souvent chez des parents ou des amis.

10,366 sont demeurés à la garde de leur famille.

Au 31 décembre 1918 les recettes de l'œuvre se montaient à fr. 7,241,852.23 et les dépenses à fr. 6,522,336.48.

L'intervention du Comité National atteignait à la même date le chiffre de fr. 3,798,386.66.

Le nombre des membres honoraires et effectifs qui se sont engagés à verser des souscriptions annuelles de divers imports s'élève à 57,174; les souscriptions encaissées à fr. 1,249,106.10 et les dons à fr. 552,556.62.

Ces chiffres, tout en dénotant un généreux effort de la charité privée, prouvent combien est indispensable la participation effective de l'État, qui devra reprendre la charge supportée jusqu'ici par le Comité National.

Le budget de l'œuvre nationale sera du reste notablement allégé par le vote prochain des lois sur les pensions militaires et sur les dommages causés aux victimes civiles de la guerre.

Les orphelins militaires et civils émargeront largement aux indemnités accordées et le montant des allocations mensuelles ordinaires en sera diminué d'autant.

Les fonds recueillis pourront désormais être consacrés aux sections spéciales qui doivent être multipliées et développées : secours aux orphelins débiles, lutte contre la tuberculose, séjours au grand air, vêtements, avenir professionnel, etc.

Telle est, esquissée en quelques traits rapides, l'œuvre considérable qui a été réalisée pendant la guerre par le Comité National. — Il est juste de rendre ici hommage à cette branche de son activité, où, comme ailleurs, il s'est trouvé à la hauteur de sa tâche patriotique.

Il s'est appuyé souvent sur des œuvres privées, établies à Bruxelles ou en province dans une pensée similaire.

Nous aurions voulu les citer toutes à l'ordre du jour de la charité belge, mais la liste en eût été trop longue et la crainte d'être incomplet nous a arrêtés.

De l'étranger les secours nous sont venus aussi. Le « *Belgian orphan Fund* » notamment, créé à Londres à l'intervention du Consul général de Belgique, a recueilli des sommes considérables. Au 31 décembre 1918, il avait déjà versé à l'OEuvre 1,563,527.10 francs, et il lui reste encore, paraît-il, d'importantes disponibilités.

Il s'agit à l'heure actuelle pour l'État de consolider et de centraliser ces efforts et d'assurer leur durée pendant les années qui séparent les orphelins de la guerre de l'âge viril. Tel est le but du projet de loi qui est soumis aujourd'hui à votre approbation.

* * *

A première lecture, la loi apparaît fort laconique. Elle se borne à indiquer les formes juridiques dans lesquelles l'œuvre nationale sera poursuivie. De l'esprit qui devra la dominer et de son mode de fonctionnement, nous ne trouvons que peu ou point d'indications. L'article 8 confie à un arrêté royal le soin de régler ces différents points.

Il était naturel, dans ces conditions, que la Commission exprimât le désir d'être éclairée sur les intentions du Gouvernement.

Monsieur le Ministre des Affaires économiques, qui a mis pendant la guerre au service des orphelins le meilleur de son activité, a tenu à donner personnellement à la Commission les renseignements qu'elle désirait. Il les

a ensuite condensés dans une note qu'il paraît nécessaire d'insérer ici : elle pourra servir de commentaire et de complément à la loi.

NOTE.

« L'arrêté royal devra régler tout d'abord la composition de l'organisme central de l'OEuvre. L'OEuvre sera placée sous la haute direction d'un conseil d'administration, dont les membres seront, pour la première fois, nommés par le Roi et choisis parmi les personnes qui au Comité National ont assuré jusqu'à présent l'administration générale de l'OEuvre des Orphelins de la guerre.

» Le concours des hommes dévoués qui, pendant la guerre, ont créé et dirigé cette institution est indispensable à la continuation de l'oeuvre entreprise.

» Le mandat des membres du conseil sera temporaire. L'arrêté royal organique déterminera dans quelles conditions se fera le renouvellement de ce mandat. Il est à prévoir que, pour partie tout au moins, on appliquera alors le principe de la cooptation.

» Il se pourra aussi qu'un droit de présentation soit réservé aux organismes régionaux ou provinciaux de l'OEuvre nationale.

» L'arrêté royal établira ensuite des sections provinciales de l'OEuvre. Les membres de ces sections seront, pour la première fois, désignés par le Conseil d'administration. Et ici encore, ils seront choisis parmi les personnes qui, au cours de la guerre, ont fait partie des Comités provinciaux ou régionaux.

» L'arrêté déterminera, en tenant compte de la pratique suivie pendant l'occupation par l'OEuvre du Comité National, les attributions respectives de l'organisme central et des Comités provinciaux ou régionaux.

» L'arrêté devra s'inspirer, sur tous ces points, des règlements déjà en vigueur. Le Conseil d'administration pourra déléguer certaines de ses attributions à un comité exécutif ou à tels agents du personnel administratif de l'OEuvre qu'il conviendra.

» Il appartiendra au Conseil d'administration d'organiser les divers services, de régler l'allocation des secours, d'autoriser le placement des enfants, de surveiller leur tutelle morale, leur avenir professionnel, etc.

» Les Comités provinciaux ou régionaux seront chargés d'assurer l'application des instructions dans toutes les localités du ressort, de régler les questions d'ordre courant qui lui seront soumises par les organismes locaux placés sous leur direction, de veiller à l'emploi régulier des fonds affectés à la distribution de secours, etc.

» Il sera constitué, dans les communes, des comités locaux dont la composition sera établie par les Comités régionaux ou provinciaux et qui seront en rapports directs, par l'organe des tuteurs moraux, avec les enfants protégés par l'OEuvre. C'est au Comité local qu'il y aura lieu de s'adresser pour

recourir à l'intervention de l'OEuvre en faveur des orphelins de la guerre. Le Comité fera les propositions utiles en ce qui concerne les mesures à prendre dans l'intérêt de ces orphelins; il assurera, en général, l'exercice pratique de l'activité de l'OEuvre.

» L'arrêté royal devra contenir une stipulation en vue d'assurer le respect des convictions philosophiques et religieuses des familles. Le texte pourra, à cet égard, s'inspirer de l'article 47 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, texte qui contient une disposition de cette nature.

» En ce qui concerne l'intervention de l'OEuvre, relativement aux allocations pécuniaires dont jouiront les orphelins de la guerre, il est impossible de rien préciser pour le moment.

» Tout dépendra de ce qui sera établi, quant à ces allocations, par la future loi qui réglera les pensions à attribuer aux orphelins de la guerre.

» L'arrêté royal organique de l'OEuvre nationale devra nécessairement contenir des dispositions d'exécution à ce sujet.

» L'arrêté s'occupera encore de la tutelle morale prévue par le projet de loi. Sur ce point, il y aura lieu toujours de s'inspirer de la pratique observée par le Comité National et des règlements que ce comité a édictés à cet effet.

» Le tuteur moral sera choisi par le Comité local qui s'inspirera uniquement dans ses choix, de l'intérêt de l'enfant, abstraction faite de toute considération étrangère à l'œuvre.

» La mission du tuteur moral sera définie. Ce tuteur ne pourra pas se substituer aux parents. Il sera simplement placé à côté d'eux, pour jouer le rôle d'un visiteur bienveillant et dévoué apportant ses conseils et son appui au pupille et à ses proches.

» Il sera recommandé d'avoir recours à des dames lorsque les enfants à pourvoir d'un tuteur moral seront en bas âge. On aura soin de stipuler dans l'arrêté que chaque tuteur ou tutrice ne pourra s'occuper que d'un petit nombre d'enfants (deux ou trois familles au maximum). En ce qui concerne la question des écoles auxquelles il conviendra de confier les orphelins de la guerre, l'arrêté réservera l'appréciation souveraine aux parents. La tutelle morale sera retirée à ceux qui en abuseraient pour exercer, à cet égard, sur les parents, la moindre contrainte. L'OEuvre nationale fera surveiller par un service, l'entretien et l'éducation des orphelins de la guerre ainsi que l'emploi des subsides distribués.

» Telles sont les dispositions principales que devra contenir l'arrêté royal organique sans parler des règles d'ordre purement administratif concernant la gestion du patrimoine, la reddition des comptes, le contrôle des gestions, etc. etc...

» Il est à noter que le règlement organique de l'OEuvre des Invalides de la guerre pourra être établi suivant des principes analogues. »

.

Cet exposé clair et complet concorde, nous nous plaisons à le constater, avec les vues exprimées par les divers membres de la Commission au cours des séances antérieures. La Commission s'y est donc ralliée.

Sur quelques points seulement, elle désire vous proposer des amendements ou insérer dans le rapport des précisions dont il y aura lieu de tenir compte pour l'application de la loi.

Un membre de la Commission a fait remarquer qu'à son avis l'OEuvre nationale se rattachait plus logiquement au Ministère de la Justice ou de l'Intérieur qu'au Ministère des Affaires Économiques.

La Commission a décidé, d'ailleurs, de ne pas insister sur ce point. Tout en partageant cette opinion elle désire rendre hommage à la personnalité et à la compétence spéciale du Ministre actuel des Affaires Économiques.

La remarque insérée au rapport a donc seulement la valeur d'une réserve pour l'avenir.

Il ne paraît pas désirable d'autre part que le Conseil d'administration soit choisi exclusivement « parmi les personnes qui au Comité National ont assumé jusqu'à présent l'administration de l'OEuvre des Orphelins de la Guerre ».

La loi que nous allons voter assigne fort justement à l'organisme qu'elle crée le nom d' « OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre ». Dès la première heure, son Conseil d'administration doit répondre à ce titre et cesser d'être exclusivement bruxellois. Une telle composition du Conseil, nécessitée pendant l'occupation par les circonstances spéciales et la difficulté des communications, ne se justifie plus aujourd'hui. La haute direction doit comprendre des représentants des Comités provinciaux ou locaux et de certaines œuvres privées, qui ont bien mérité de la cause qui nous intéresse. Il ne paraît pas indispensable que toutes les provinces y aient un délégué, mais les intérêts régionaux doivent y être représentés. Une centralisation outrancière serait nuisible au bon fonctionnement de l'œuvre. D'autres œuvres intéressantes encore se fondent, et l'on ne peut négliger non plus les représentants des œuvres créées à l'étranger pendant la guerre.

* * *

La note de M. le Ministre des Affaires Économiques prévoit également que « chaque tuteur ou tutrice ne pourra s'occuper que d'un petit nombre d'enfants (deux ou trois familles au maximum) ».

Un membre de la Commission a fait fort judicieusement remarquer qu'une telle disposition serait souvent inapplicable. Certaines localités ont été cruellement éprouvées, les orphelins des victimes civiles y sont très nombreux et il serait difficile de trouver dans la population décimée et dispersée un nombre suffisant de tuteurs. Il faudrait laisser une plus grande liberté d'action aux comités locaux. L'expérience l'a prouvé : un bon visiteur, disposant du temps nécessaire et doué d'aptitude pour sa noble mission, peut assurer la surveillance d'un grand nombre de familles. Son dévouement ne doit pas être entravé.

* * *

D'autres points encore ont attiré l'attention de votre Commission. Les échanges de vues qui ont lieu avec M. le Ministre des Affaires économiques

ont amené une entente complète. C'est pour réaliser ces intentions communes que nous vous proposons aujourd'hui d'adopter certains amendements au texte du Gouvernement.

*
* *

Le projet de loi accorde à l'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre la *personnalité civile*. Certains membres de la Commission se sont demandé si l'octroi de cette forme juridique était opportun. La personnalité civile paraît en effet devoir être réservée à des institutions dont on veut assurer la pérennité et dont les besoins grandissants exigent des ressources adéquates.

L'OEuvre des Orphelins de la Guerre revêt un caractère spécial. Le nombre de ses pupilles ira en diminuant chaque année et le terme de son activité peut être fixé d'une manière précise. Il est donc logique qu'elle se ne préoccupe pas de l'avenir plus qu'il n'est nécessaire, et ne constitue pas d'importantes réserves. Sa prévoyance ne doit s'étendre que sur un nombre limité d'années et l'équité demande que, lorsque le terme assigné aura été atteint, les ressources mises à sa disposition leur aient été entièrement appliquées au profit des orphelins.

Il ne peut donc être question d'immobilisations considérables, de constructions onéreuses qui absorberaient une grande partie de ses ressources et deviendraient du reste bien vite sans destination.

Ici le point de vue économique de la question est en concordance avec le principe de l'éducation en famille, indiqué au début du présent rapport : pas de vastes orphelinats et réduction des immobilisations au strict nécessaire.

Il a paru opportun de préciser dans la loi même certaines de ces idées : d'où les amendements que nous avons l'honneur de vous proposer, qui arrêtent la date et le mode de liquidation de l'œuvre.

Nous avons examiné également s'il n'y avait pas lieu d'aller plus loin et d'interdire à l'œuvre d'acquérir des immeubles à titre onéreux. — Monsieur le Ministre des Affaires économiques, consulté à ce sujet, nous a répondu :

« J'estime qu'en principe l'œuvre ne doit évidemment pas tendre à acquérir des immeubles à titre onéreux. Mais cependant l'interdiction pourrait peut-être aboutir à des résultats néfastes, fût-ce, par exemple, en mettant l'œuvre dans l'impossibilité d'acquérir un local pour ses bureaux et de profiter ainsi d'une occasion avantageuse. »

Sous ces réserves, votre Commission adopte le principe de l'octroi de la personnalité civile.

*
* *

La mission des *tuteurs moraux* est d'une nature fort délicate. La définir dans un texte de loi n'est pas aisé. L'article 4 du projet de loi se borne à l'indiquer en termes généraux : « Les tuteurs moraux désignés par l'OEuvre nationale ont pour mission *exclusive* d'aider de leurs *conseils* les représentants légaux des orphelins. »

Le principe nécessaire est marqué : le respect de l'autorité du tuteur légal et des droits de la famille. L'accomplissement de cette mission exige du doigté, elle devra s'adapter aux circonstances.

L'exposé des motifs, les intentions exprimées dans la note ministérielle et la pratique de quatre années semblent d'ailleurs devoir calmer les inquiétudes que l'on pourrait concevoir au sujet d'immixtions indiscretes ou injustifiées.

Nous avons été amenés, au cours de nos discussions, à envisager les sanctions qui pourraient venir renforcer l'action du tuteur moral. Il nous a semblé que, dans les cas graves, où des avertissements répétés, même appuyés du retrait temporaire des subsides, resteraient inefficaces, le Comité local pourrait provoquer la réunion d'un conseil de famille auquel la question serait soumise ; celui-ci prononcerait éventuellement la révocation du tuteur légal.

Pour éviter toute interprétation erronée et ménager de légitimes susceptibilités, nous avons été d'avis, d'accord d'ailleurs avec le Ministre des Affaires économiques, qu'il était préférable de remplacer dans la loi la dénomination de *tuteur moral*, partout où elle est employée, par celle de *visiteur*.

*
* *

Votre Commission a adopté le « projet de loi concernant l'OEuvre Nationale des Orphelins de la guerre » à l'unanimité, sous réserve des amendements indiqués ci-contre.

Le Rapporteur,

FERNAND DE WOUTERS.

Le Président,

H. CARTON DE WIART.



AMENDEMENTS

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR
LA COMMISSION.ART. 2^{bis} (nouveau).

L'Oeuvre Nationale des orphelins de la guerre sera dissoute par arrêté royal, après achèvement de sa mission et au plus tard le 31 décembre 1939. L'arrêté réglera la liquidation de l'établissement, dont l'actif net sera attribué par le Comité exécutif à l'amélioration du sort des orphelins de la guerre.

ART. 3.

§ 6. — Remplacer les mots « tuteurs moraux » par le mot « visiteurs ».

§ 8 (nouveau). — Ajouter à la fin de l'article un § 8, conçu comme suit :

Elle peut, à cette fin, s'assurer la collaboration d'œuvres d'initiative privée poursuivant un but similaire.

ART. 4.

Remplacer les mots « tuteurs moraux » par le mot « visiteurs ».

AMENDEMENTEN DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.ART. 2^{bis} nieuw).

Het Nationaal Werk voor oorlogsweezen zal bij koninklijk besluit worden ontbonden nadat het zijne taak heeft volbracht en uiterlijk op 31 December 1939. Het besluit regelt de verrekening der instelling, waarvan het zuiver actief door het Uitvoerend Comité zal worden aangewend tot verbetering van den toestand der oorlogsweezen.

ART. 3.

§ 6. — De woorden « moreele voogden » te vervangen door het woord : « bezoekers ».

§ 8 (nieuw). — Aan het slot van het artikel, een lid 8 toe te voegen, luidende als volgt :

Te dien einde kan het zich de medewerking verzekeren van werken behorende tot het privaat initiatief en hebbende een gelijkaardig doel.

ART. 4.

De woorden « moreele voogden » te vervangen door het woord « bezoekers ».

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 MAART 1919.

Wetsontwerp

betreffende het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de WOUTERS d'OPLINTER.

MIJNE HEEREN,

De oorlogsrampen hebben allerzijds deschitterendste daden van toewijding doen ontstaan. Bijzonder treffend en spontaan strekten de handen zich uit naar degenen die door de heldhaftigheid huns vaders weezen waren geworden. De poging is buitengewoon en vruchtbaar geweest.

De kinderen van onze op het eereveld gesneuvelde soldaten, de kinderen der slachtoffers van 's vijands verdrukking, zijn de kinderen der Natie geworden. De Regeering vraagt u thans haar in de mogelijkheid te stellen een geheiligden plicht te volbrengen. De Kamer zal niet aarzelen hare krachtige medehulp daartoe te verleen.

Het wetsontwerp dat u wordt voorgelegd heeft overigens geen ander doel dan, onder de voogdij en den waarborg van den Staat, de werken te bevestigen van het persoonlijk initiatief reeds onder den oorlog samengebracht onder de hoede van het Nationaal Comité.

Al te gemakkelijk is de geest van onze werken streng en dor, maar hier herneemt het hart zijn recht. Uwe Commissie heeft dit gevoeld, en 't is met eene wezenlijke ontroering dat zij zich van hare taak heeft gekweten.

Het eerste vereischte was de algemeene lijnen der Staatstusschenkomst te bepalen, en den geest aan te duiden die deze moet leiden. De leden der Commissie waren allen eensgezind om te vragen dat bij de opvoeding van

1) Wetsontwerp, n^o 12.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer CARTON DE WIART, bestond uit de heeren COCQ DU BUS DE WARNAFFE, DE WOUTERS d'OPLINTER, GALOPIN, LÉONARD, PERSOONS, VAN DE VYVERRE.

het kind, de rol van de familie overwegend zou blijven, en dat hare godsdienstige en philosophische overleveringen zorgvuldig geërbiedigd zouden worden. De Staat moet alleen de hulp en het toezicht verzekeren noodig om te beletten dat de wees zedelijk of stoffelijk lijde door het verlies van zijn natuurlijke steun.

Dit beginsel, dat tot grondslag moet dienen voor elk wetgevend werk, sluit natuurlijk uit het oprichten van groote officieele weezenhuizen, waar de saamgebrachte kinderen van hunne kleine kameraden zouden afgetrokken zijn. De kinderen der slachtoffers van den oorlog moeten leven te midden van het volk, dat voor hen de teergevoeligheid zal hebben der eenvoudige zielen, licht meegesleept door een roemvolle herinnering. Het is aan den familiehaard dat de Staat tot hen moet gaan, het is aan den familiehaard dat hij hun de hulp en den stoffelijken onderstand waarop zij recht hebben moet verschaffen, hunne zedelijke vorming moet verzekeren en hunne stappen leiden naar eene zekere toekomst. Het zou noodlottig zijn door eene gespecialiseerde opvoeding van hen aparte wezens te maken.

Dat zij dus heel eenvoudig goede Belgjes worden, flink en eerlijk, met in hun hart den wensch hunnen vader waardig te zijn.

Op dit punt is de Commissie, wij haasten ons het te zeggen, volstrekt het beginsel aangekleefd van het werk opgericht door het Nationaal Comité. De erkentelijkheid, evenals de gezonde rede, leggen de nieuwe officieele inrichting den strengen plicht op voort te bouwen op de werken die onder den oorlog gesticht werden en bloeiden. Zij zal onder deze medewerkers van de eerste ure de ondervindingrijke toewijding vinden die zij volstrekt noodig heeft.

« *Het Werk voor Oorlogsweezen* », door het Nationaal Comité gesticht, treedt hier op den voorgrond. Pas ontstaan, nam het eene snelle vlucht. Alle politieke of godsdienstige bekommernissen werden streng geweerd.

De voorzitter is de h. Franqui, voorzitter van het uitvoerend Comité van het Nationaal Comité; de onder-voorzitters: de E. P. Thibaut, S. J., Provinciaal van het Gezelschap van Jesus, en de h. Wauters, Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading; de secretaris-generaal: de h. Jaspar, Minister van Economische Zaken.

In het uitvoerend Comité zetelen voorname personen, tot alle partijen behorend.

Op 31 December 1918 strekte zijne voogdij zich uit over 11,293 kinderen, waarvan 10,438 weezen en 855 kinderen tijdelijk van hun steun beroofd.

Meer dan de helft der beschermelingen van dit werk — zijnde 5,732 — zijn kinderen van de burgerlijke slachtoffers van den oorlog.

500 kinderen (zijnde 4.47 t.h.) werden geplaatst in verschillende onderwijsinstellingen.

427 kinderen (zijnde 3,81 t.h.) werden bij voedsters geplaatst, dikwijls bij bloedverwanten of vrienden.

10,366 zijn onder de bewaking hunner familie gebleven.

Op 31 December 1918 beliepen de inkomsten van het werk fr. 7,241,832.23 en de uitgaven: fr. 6,522, 336.48.

De bijdrage van het Nationaal Comité bereikte op dit tijdstip de som van fr. 3,798, 586.66.

Het getal cereleden en werkende leden, die zich verbonden hebben jaarlijks eene bijdrage van verschillend bedrag te storten, bereikt 57,174; de ontvangen inschrijvingen bedragen fr. 1,249,106.10 en de giften fr. 532,556.62.

Deze cijfers, al duiden zij op eene edelmoedige poging van de private liefdadigheid, bewijzen hoe noodzakelijk de werkelijke tusschenkomst van den Staat is, die den tot hiertoe door het Nationaal Comité gedragen last zal moeten overnemen.

De begrooting van het nationale werk zal overigens merklijk verlicht worden door de aanstaande goedkeuring der wetten op de militaire pensioenen en op de schade veroorzaakt aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog.

De militaire en burgerlijke weezen zullen een ruim aandeel trekken van de toegestane vergoedingen, en het bedrag der maandelijksche tegemoetkomingen zal er met zóoveel door vermindert worden.

De ingezamelde gelden zal men voortaan kunnen besteden aan bijzondere afdeelingen, die moeten vermeerderd en uitgebreid worden: onderstand aan de zwakke weezen, bestrijding van tuberculose, openluchtoorden, klederen, beroepstockomst, enz...

Dit is, met enkele trekken geschetst, het buitengewone werk, gedurende den oorlog door het National Comité verwezenlijkt. — Wij moeten hulde brengen aan dezen tak van zijne werkzaamheid, waar het, zooals elders, op de hoogte van zijne vaderlandsche taak is geweest.

Het heeft dikwijls gesteund op private werken, te Brussel en in de provincie opgericht met eene gelijkaardige bedoeling. Wij hadden ze allen aan de dagorder van de Belgische liefdadigheid willen brengen, maar de lijst ware te lang geweest en vrees voor onvolledigheid heeft ons tegengehouden.

Uit het buitenland werd ons ook hulp aangebracht. Het « *Belgian orphan Fund* » namelijk, te Londen opgericht door tusschenkomst van den Consul Generaal van België, heeft aanzienlijke sommen ingezameld. Op 31 December 1918 had het reeds fr. 1,565,527.10 voor het werk gestort, en het schijnt dat het nog over belangrijke sommen beschikt.

Het komt er thans voor den Staat op aan deze pogingen te bevestigen en te vereenigen en haren duur te verzekeren gedurende de jaren die de oorlogsweezen van den mannenleeftijd scheiden. Dit is het doel van het wetsontwerp, dat heden aan uwe goedkeuring wordt onderworpen.

* * *

Bij eene eerste beschouwing schijnt de wet zeer kort. Zij beperkt zich bij 't aangeven der juridische vormen onder welke het nationaal werk zal voortgezet worden. Over den geest die het zal moeten beheerschen en over zijne werkingswijze vonden wij weinige of geene aanduidingen. Bij artikel 8 wordt aan een koninklijk besluit de zorg overgelaten deze verschillende punten te regelen.

Het is natuurlijk dat de Commissie, onder deze omstandigheden, den wensch uitdrukte van Regeeringszijde daarover meer klaarheid te verkrijgen.

De heer Minister van Economische Zaken, die tijdens den oorlog al zijn werkzaamheid ten dienste van de oorlogsweezen heeft gesteld, hield er aan persoonlijk aan de Commissie de verlangde inlichtingen te verstrekken. Hij heeft ze daarna samengevat in eene nota, die het noodig schijnt hier bij te voegen : zij kan dienen als aanhangsel en aanvulling bij de wet.

NOTA.

« Het koninklijk besluit zal eerst en vooral de samenstelling van de centrale inrichting van het werk moeten regelen. Het werk zal geplaatst worden onder de hooge bescherming van een Beheerraad, waarvan de leden de eerste maal zullen benoemd worden door den Koning, en gekozen onder de personen, die in het Nationaal Comité tot nu toe het algemeen bestuur verzekerd hebben van het werk der oorlogsweezen.

« De medehulp van verkleefde personen die, gedurende den oorlog, deze instelling hebben opgericht en bestuurd, is onmisbaar voor den voortgang van het ondernomen werk.

« Het mandaat der leden van den raad is tijdelijk. Het organieke koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden onder welke de hernieuwing van dit mandaat zal geschieden. Het is te voorzien dat, althans voor een gedeelte, het beginsel der onderlinge aanvulling alsdan zal toegepast worden.

« Het is ook mogelijk dat aan de gewestelijke of provinciale inrichtingen van het Nationaal werk het recht wordt toegekend voorstellen te doen.

« Het koninklijk besluit zal verder provinciale afdeelingen van het werk inrichten. De eerste maal zullen de leden dezer afdeelingen door den beheerraad aangeduid worden. En hier ook zullen zij gekozen worden onder de personen die, tijdens den oorlog, leden waren van de provinciale of gewestelijke comiteiten.

« Het besluit bepaalt, rekening houdende met de gedragslijn onder de bezetting gevolgd door het werk van het Nationaal Comité, de onderscheidelijke bevoegdheden der centrale inrichting en der provinciale en gewestelijke comiteiten.

« Het besluit moet in ieder punt steunen op de reeds in werking zijnde reglementen. De beheerraad kan een deel zijner bevoegdheden overdragen op een uitvoerend comité of aan geschikt geoordeelde agenten van het bestuurspersoneel van het werk.

« Aan den beheerraad behoort het inrichten van de verschillende diensten, het regelen der hulpverlening, het machtigen tot het plaatsen van kinderen, het waken over hunne zedelijke opvoeding, over hunne beroeps-toekomst, enz.

« De provinciale of gewestelijke Comiteiten worden belast met het verze-

keren van de toepassing der onderrichtingen in al de gemeenten van hun gebied, met het regelen der vraagstukken van de loopende zaken die hun worden onderworpen door de plaatselijke inrichtingen onder hun bestuur geplaatst, met het toezicht over het geregeld gebruik der sommen voor de hulpverlening bestemd, enz ..

« In de gemeenten zullen plaatselijke Comitéten worden ingericht waarvan de samenstelling zal geregeld worden door de gewestelijke of provinciale Comitéten, en die in rechtstreeksche betrekking zullen staan, door moreele voogden, met de kinderen door het werk beschermd. Men zal zich tot het plaatselijk Comité moeten richten om de tusschenkomst van het werk ten gunste van oorlogsweezen in te roepen. Het Comité zal de geschikte voorstellen doen voor de in 't belang dezer weezen te nemen maatregelen; het zal, over het algemeen, de practische uitvoering van de bedrijvigheid van 't Comité verzekeren.

« Het koninklijk besluit moet eene bepaling bevatten, waarbij de eerbied der philosophische en godsdienstige overtuiging der familiën wordt verzekerd. Te dien aanzien kan de tekst uitgaan van artikel 47 der wet van 13 Mei 1912 op de kinderbescherming, tekst die eene bepaling van dien aard inhoudt.

« Wat betreft de tegemoetkoming van het werk, in zake de geldelijke bijdragen, die de oorlogsweezen zullen genieten, kan onmogelijk voor 't oogenblik iets bepaald worden aangeduid.

« Alles zal afhangen van wat er vastgesteld wordt, inzake tegemoetkomingen, door de latere wet, die de pensioenen, aan de oorlogsweezen toe te kennen, zal regelen.

« Het organiek koninklijk besluit zal noodzakelijk uitvoeringsbepalingen over dit punt moeten bevatten.

« Het besluit zal ook de moreele voogdij regelen in het wetsontwerp voorzien. Op dit punt zullen de gedragslijn van het Nationaal Comité en de reglementen, door dit Comité voorgeschreven, altijd het richtsnoer moeten aangeven.

« De moreele voogd zal gekozen worden door het plaatselijk Comité dat zich enkel zal laten leiden door het belang van het kind, afgezien van alle overwegingen vreemd aan het werk.

« De taak van den moreelen voogd zal bepaald worden. Die voogd zal niet de plaats der bloedverwanten kunnen innemen. Hij zal eenvoudig naast hen geplaatst zijn om de rol te spelen van welwillenden en dienstvaardigen bezoeker, die raad en steun aan den beschermeling en dezes verwanten.

« Wanneer de kinderen, die een moreelen voogd behoeven, nog jong zijn, zal men aanbevelen zich tot dames te wenden. Men zal zorgen dat in het besluit bepaald worde dat ieder voogd of voogdesse zich enkel kan bezig houden met een klein getal kinderen (hoogstens twee of drie familiën). Wat betreft de scholen waaraan men de oorlogsweezen zal overlaten, zal het wetsvoorstel de eindbeslissing aan de bloedverwanten toevertrouwen. De moreele voogdij zal afgenomen worden van degenen die daarvan zouden misbruik maken om te dien aanzien op de bloedverwanten de minste druk-

king uit te oefenen. Het Nationaal Werk zal het onderhoud en de opvoeding der oorlogsweezen door een bijzonderen dienst doen nagaan evenals het gebruik dat van de uitgedeelde toelagen wordt gemaakt.

« Dit zijn de hoofdbepalingen, die het organiek koninklijk besluit zal moeten inhouden, afgezien van de regels van zuiveren bestuursraad betreffende het beheer van het vermogen, het overleggen der rekeningen, de controle over het beheer, enz.. enz...

« Er dient te worden opgemerkt dat het organiek reglement van het werk der oorlogsinvaliden, volgens soortgelijke beginselen, zal kunnen vastgesteld worden. »

Deze klare en volledige uiteenzetting komt overeen. wij stellen het met genoeg vast, met de inzichten door verscheidene leden van de Commissie in den loop van hare zittingen uitgedrukt. De Commissie sluit er zich dus bij aan.

Slechts bij enkele punten wenscht zij u amendementen voor te stellen of in het verslag nadere bepalingen te doen opnemen, waarmede men zal moeten rekening houden voor de toepassing van de wet.

Een lid van de Commissie doet zeer terecht opmerken, dat zijns inziens het Nationaal Werk logischerwijze eer behoort tot het Ministerie van Justitie of van Binnenlandsche Zaken dan tot het Ministerie van Economische Zaken.

De Commissie heeft ten andere beslist op dit punt niet aan te dringen. Al is zij die meening toegedaan, wenscht zij hulde te brengen aan den persoon en de bijzondere bevoegdheid van den tegenwoordigen Minister van Economische Zaken. De in het verslag gebrachte aanmerking gelst dus enkel als voorbehoud voor de toekomst.

Anderzijds blijkt het niet wenschelijk dat de beheerraad uitsluitend gekozen worde « onder de personen die tot nu toe in het Nationaal Comité het beheer van het Werk der Oorlogsweezen hebben op zich genomen ».

De wet, waarover wij gaan stemmen, geeft aan de inrichting die het in 't leven roept, den zeer juiste naam van « *Nationaal Werk voor Oorlogsweezen* ». Van 't eerste oogenblik af moet de Beheerraad aan dien titel beantwoorden en ophouden uitsluitend Brusselsch te wèzen. Eene dergelijke samenstelling van den Raad, onder de bezetting noodzakelijk gemaakt door de bijzondere toestanden en het moeilijk verkeer, is thans niet meer te rechtvaardigen. Het hooger bestuur moet vertegenwoordigers begrijpen van de provinciale of plaatselijke Comiteiten en van zekere private werken, die zich, in de zaak die wij behandelen, verdienstelijk hebben gemaakt. Het blijkt niet onmisbaar dat iedere provincie daarin een vertegenwoordiger hebbe, maar de gewestelijke belangen moeten er vertegenwoordigd zijn. Eene overdreven centralisatie zou schadelijk zijn voor den goeden gang van het werk. Nog andere belangwekkende werken worden gesticht, en men mag ook de vertegenwoordigers van de werken, in 't buitenland tijdens den oorlog gesticht, niet terzij laten.

De nota van den heer Minister van Economische Zaken voorziet evenzoo « dat ieder voogd of voogdesse zich enkel kan bezighouden met een klein getal kinderen (hoogstens twee of drie) ».

Een lid der Commissie deed zeer terecht opmerken dat dergelijke bepaling dikwijls niet toepasselijk zou zijn. Sommige gemeenten zijn vreeselijk beproefd, de weezen der burgerlijke slachtoffers zijn er zeer talrijk, en 't zou moeilijk zijn onder de gedunde en verspreide bevolking een voldoende getal voogden te vinden. Men zou aan de plaatselijke comiteiten meer vrijheid van handelen moeten laten. De ondervinding heeft het bewezen : een goed bezoeker die den noodigen tijd heeft en tevens geschikt is voor zijn edele taak, kan het toezicht over een groot getal familiën uitoefenen. Zijne offervaardigheid mag niet aan banden gelegd worden.

* * *

Nog andere punten hebben de aandacht van de Commissie gevestigd. De gedachtenwisseling met den Minister van Economische Zaken, heeft tot eene volslagen verstandhouding geleid. Om deze gemeenschappelijke inzichten te verwezenlijken, stellen wij u thans voor, enkele amendementen op den tekst van de Regeering aan te nemen.

* * *

Het wetsontwerp verleent aan het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen *rechtspersoonlijkheid*. Sommige leden der Commissie vroegen zich af of de toekenning van dien juridischen vorm te gepasten tijde kwam. De rechtspersoonlijkheid schijnt althans te moeten voorbehouden blijven aan inrichtingen, waarvan men de voortdoring wil verzekeren en wier groeiende behoeften gelijkwaardige hulpmiddelen vergen.

Het Werk der Oorlogsweezen neemt een bijzonder karakter aan. Het getal zijner beschermelingen zal jaarlijks afnemen en het einde zijner werkzaamheid kan vast bepaald worden. Het is dus logisch dat het zich met de toekomst niet meer bezighoudt dan noodig is en geen aanzienlijke reservefondsen verzamelt. Zijne voorzorg moet slechts een beperkt getal jaren betreffen en de billijkheid vergt dat, eenmaal het beoogde doel bereikt, de te zijner beschikking gestelde hulpmiddelen gansch ten behoeve der weezen in gebruik genomen zijn.

Er kan dus geen sprake zijn van aanzienlijke sommen onroerend te maken, kostbare gebouwen op te richten, die een groot gedeelte der geldmiddelen zouden opslorpen en overigens zeer spoedig zonder bestemming zouden blijven.

Hier stemt, in economisch opzicht, de quæstie overeen met het grondbeginsel der opvoeding in de familie, bij den aanvang van dit verslag aangeduid : geen uitgebreide weezenhuizen en beperking van het onroerend maken tot het streng noodzakelijke.

Het bleek doelmatig sommige dezer gedachten in de wet zelve nader te bepalen : dit gaf aanleiding tot de amendementen, die wij de eer hebben u voor te stellen en waarbij de datum en de wijze van vereffening van het werk vastgesteld worden.

Wij onderzochten insgelijks of er geen reden bestond om verder te gaan en aan het werk te verbieden onroerende goederen onder bezwarende voorwaarden te verkrijgen. — Wij raadpleegden dien aangaande den Minister van Economische Zaken, die ons antwoordde :

« Ik ben van gevoelen dat het werk klaarblijkelijk niet moet strekken om
« onroerende goederen ten bezwarenden titel te verkrijgen. Evenwel zou
« het verbod tot noodlottige uitslagen kunnen leiden door het werk te
« beletten een lokaal voor zijne kantoren aan te koopen en aldus eene voor-
« deelige gelegenheid te baat te nemen. »

Onder dit voorbehoud neemt uwe Commissie in grondbeginsel de verleen-
ning van rechtspersoonlijkheid aan.

De taak der *moreele voogden* is van zeer kieschen aard. Het valt niet gemakkelijk haar in eenen wetstekst te omschrijven. Artikel 4 van het wets-
ontwerp vergenoegt zich met haar in algemeene uitdrukkingen aan te
duiden : « De moreele voogden, aangesteld door het Nationaal Werk, hebben
« voor uitsluitelijke opdracht de wettige vertegenwoordigers der weezen...
« door hunnen raad bij te staan. »

Het noodige beginsel is aangewezen ; de eerbiediging van het gezag van
den wettigen voogd en van de rechten der familie. De vervulling dezer taak
vergt bekwaamheid ; zij moet zich aan de omstandigheden aanpassen.

De memorie van toelichting, de inzichten uitgedrukt in de ministerieele
nota en de praktijk van vier jaren schijnen overigens de zorg te moeten
bannen, welke men omtrent onbescheiden of ongerechtvaardigde inmen-
ging koesteren mocht.

In den loop onzer besprekingen werden wij er toe gebracht, de straffen te
behandelen, die de werking van den moreelen voogd zouden kunnen ver-
sterken. Het scheen ons toe dat, in erge gevallen, waar herhaalde waarschu-
wingen, zelfs door tijdelijke intrèkking van toelagen gestaafd, zonder uit-
werking zouden blijven, het Plaatselijk Comité de vergadering van eenen
familieraad zou kunnen beleggen, waaraan de zaak zou onderworpen
worden ; deze zou desnoods de ontzetting van den wettigen voogd kunnen
bevelen.

Om verkeerde uitleggingen te vermijden en billijken aanstoot te ontzien,
waren wij van gevoelen — hiëromtrent eensgezind met den heer Minister
van Economische Zaken — dat het verkieslijk was in de wet de benaming
van *moreelen voogd*, overal waar zij aangewend wordt, door die van bezoeker
te vervangen.

* * *

Uwe Commissie heeft het « wetsontwerp betreffende het Nationaal Werk
voor Oorlogsweezen » eenparig aangenomen, onder voorbehoud der hieraan
toegevoegde amendementen.

De Verslaggever,

FERNAND DE WOUTERS.

De Voorzitter,

H. CARTON DE WIART.

AMENDEMENTEN

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR
LA COMMISSION.ART. 2^{bis} (nouveau).

L'OEuvre Nationale des orphelins de la guerre sera dissoute par arrêté royal, après achèvement de sa mission et au plus tard le 31 décembre 1939. L'arrêté règlera la liquidation de l'établissement, dont l'actif net sera attribué par le Comité exécutif à l'amélioration du sort des orphelins de la guerre.

ART. 3.

§ 6. — Remplacer les mots « tuteurs moraux » par le mot « visiteurs ».

§ 8 (nouveau). — Ajouter à la fin de l'article un § 8, conçu comme suit :

Elle peut, à cette fin, s'assurer la collaboration d'œuvres d'initiative privée poursuivant un but similaire.

ART. 4.

Remplacer les mots « tuteurs moraux » par le mot « visiteurs ».

AMENDEMENTEN DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.ART. 2^{bis} nieuw).

Het Nationaal Werk voor oorlogsweezen zal bij koninklijk besluit worden ontbonden nadat het zijne taak heeft volbracht en uiterlijk op 31 December 1939. Het besluit regelt de verrekening der instelling, waarvan het zuiver actief door het Uitvoerend Comité zal worden aangewend tot verbetering van den toestand der oorlogsweezen.

ART. 3.

§ 6. — De woorden « moreele voogden » te vervangen door het woord : « bezoekers ».

§ 8 (nieuw). — Aan het slot van het artikel, een lid 8 toe te voegen, luidende als volgt :

Te dien einde kan het zich de medewerking verzekeren van werken behorende tot het privaat initiatief en hebbende een gelijkaardig doel.

ART. 4.

De woorden « moreele voogden » te vervangen door het woord « bezoekers ».